

TRAPY INVEST
Société par actions simplifiée au capital de 1 000 000 euros
Siège social : Boulevard de l'Industrie - ZAE de Saltgourde
24430 MARSAC SUR L'ISLE
507 467 157 RCS PERIGUEUX

RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE
AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024
À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 19 JUIN 2025

Madame, Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous présenter, conformément aux dispositions légales et réglementaires, notre rapport sur la gestion du groupe à la tête duquel se trouve la société **TRAPY INVEST**, à partir des comptes consolidés de l'exercice social ouvert le 1^{er} janvier 2024 et clos le 31 décembre 2024.

Les comptes des sociétés **TRAPY PRO**, **SODITELEM**, et **TRAPY SOLAR**, mais également des sociétés foncières **SCI BROVAL**, **SCI DU GOLF**, **SCI ROMELI**, **SCI DU CANAL**, **SCI APPERT LIMOUSIN**, **SCI L'ARBALESTRIER**, **SCI LE LIBRAIRE**, **SCI DE LA PRADE**, **SCI ARAGO 33**, **SCI DUTRENQUE**, **SCI LE BUCH 33**, **SCI BALMA 31**, **SCI DU LUGAN 33** et **SCI LAPOUJADE 46**, contrôlées de façon exclusive par la société **TRAPY INVEST**, ont été consolidés par « intégration globale ».

SITUATION DE L'ENSEMBLE

Les comptes consolidés ont été établis au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 39 096 k€ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Le résultat d'exploitation avant reprise d'amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition est bénéficiaire de 1 413 k€.

Le résultat financier s'élève à 105 k€.

Le résultat exceptionnel s'élève à 3 k€.

Les impôts sur les résultats se sont élevés à 407 k€, et les impôts différés représentent 35 k€.

Le résultat net des sociétés intégrées atteint 1 079 k€.

Les dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition s'élèvent à 116 k€.

En conséquence et en l'absence d'intérêts minoritaires, le résultat net du groupe atteint 1 194 k€.

1 / Les grands postes du compte de résultat sont les suivants :

Compte de résultat

Chiffre d'affaires	39 096 k€
Autres produits d'exploitation	1 670 k€
Achats et variation de stocks.....	- 29 276 k€
Charges de personnel	- 4 350 k€
Autres charges d'exploitation	- 3 076 k€
Impôts et taxes	- 276 k€
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	- 2 375 k€
<hr/>	
Résultat d'exploitation avant dotation aux amortissements et dépréciation des écarts d'acquisition	1 413 k€
Résultat financier :	105 k€
Résultat courant avant impôt	1 518 k€
Résultat exceptionnel :	3 k€
Impôt sur les résultats	407 k€
Impôt différé	35 k€
Résultat net des entités intégrées.....	1 079 k€
Quote part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	NEANT
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	116 k€
Résultat de l'ensemble consolidé.....	1 194 k€
Intérêts minoritaires	NEANT
Résultat net (part du groupe)	1 194 k€

2/ Résultat de l'exercice

En définitive, le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 1 194 k€ et l'exercice se solde par un résultat net bénéficiaire (part du groupe) de 1 194 k€ en l'absence d'intérêts minoritaires.

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Pour l'établissement des comptes consolidés qui vous sont présentés, notre Société comprend dans son périmètre d'intégration la société sur laquelle nous exerçons un **contrôle exclusif** par la détention de la totalité des droits de vote, à savoir au 31 décembre 2024 :

SAS TRAPY INVEST, société mère,

Sociétés d'exploitation, filiales :

SAS TRAPY PRO,
SAS SODITELEM,
SARL TRAPY SOLAR,

Sociétés foncières, filiales :

SCI BROVAL, SCI DU GOLF, SCI ROMELI, SCI DU CANAL, SCI APPERT LIMOUSIN, SCI L'ARBALESTRIER, SCI LE LIBRAIRE, SCI DE LA PRADE, SCI ARAGO 33, SCI DUTRENQUE, SCI LE BUCH 33, SCI BALMA 31, SCI DU LUGAN 33, SCI LAPOUJADE 46.

EVOLUTION PREVISIBLE - ACTIVITE DES FILIALES

1/Evolution du groupe

Les résultats du groupe sont en recul.

2/ Activité des filiales

Société	CA	Bilan
EXPLOITATION		
TRAPY PRO	33 262 383 €	25 260 903 €
SODITELEM	6 939 417 €	4 725 939 €
TRAPY SOLAR	0 €	85 €
FONCIERES		
APPERT LIMOUSIN	90 893 €	150 930 €
BROVAL	98 335 €	330 516 €
L'ARBALESTRIER	71 052 €	138 923 €
LE LIBRAIRE	75 197 €	113 578 €
SCI DU CANAL	80 981 €	120 681 €
ROMELI	2 400 €	71 605 €
LA PRADE	57 844 €	132 903 €
ARAGO33	115 688 €	322 975 €
DUTRENQUE	92 550 €	342 927 €
DU GOLF	340 119 €	691 930 €
LE BUCH 33	100 762 €	335 614 €
BALMA 31	115 688 €	815 931 €
LUGAN 33	217 848 €	1 051 150 €
LAPOUJADE 46	0 €	1 055 €

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS L'ARRETE DES COMPTES CONSOLIDES

La survenance d'aucun événement important n'est à signaler depuis le 31 décembre 2024, date de clôture de l'exercice.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Aucune activité de ce type n'est exercée dans le groupe.

EVOLUTION DES AFFAIRES, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DES SOCIETES CONSOLIDEES

1/Evolution des affaires

Notre chiffre d'affaires a continué de se replier sur l'exercice.

2/ Principaux risques et incertitudes

Les incertitudes concernent le secteur macroéconomique de la construction en repli, sans retournement de marché prévisible à courte échéance. Les risques sont également liés à la solvabilité de nos clients et au défaut de recouvrement.

3/ Utilisation des instruments financiers par le groupe

Aucune information n'est à signaler dans ce domaine.

Nous vous invitons à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

La Présidente

Karine SIMON





Lempereur & Associés



GROUPE TRAPY INVEST
COMPTES CONSOLIDES
Au 31 Décembre 2024

- SOMMAIRE -

RESULTAT CONSOLIDE2

BILAN CONSOLIDE3

TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE.....5

TABEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....6

NOTES ANNEXES7

Certifié conforme
Le Président,



RESULTAT CONSOLIDE

	Notes	31/12/2024 net	31/12/2023 net
Produits d'exploitation		40 766	47 759
Chiffre d'affaires		39 096	46 158
Autres produits d'exploitation	2.3	1 670	1 600
Charges d'exploitation		39 353	44 962
Achats et variation de stock	2.1	29 276	34 207
Impôts, taxes et versements assimilés		276	325
Charges de personnel	2.2	4 350	4 695
Dotations aux amortissements	2.4	2 375	2 398
Autres charges d'exploitation	2.3	3 076	3 338
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 413	2 797
Produits sur opérations en commun		0	0
Charges sur opérations en commun		0	0
Produits financiers	2.6	176	147
Charges financières	2.6	71	117
RESULTAT FINANCIER	2.6	105	30
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		1 518	2 827
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2.7	3	20
Impôts sur les bénéfices	2.8	407	761
Impôts différés	2.8	35	-20
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		1 079	2 105
Quote-part dans les résultats des sociétés ME		0	0
Dotations aux amort. des écarts d'acquisition		-116	-116
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		1 194	2 221
Intérêts minoritaires		0	0
RESULTAT NET		1 194	2 221

BILAN CONSOLIDE

	Notes	31/12/2024 net	31/12/2023 net
ACTIF IMMOBILISE			
Ecart d'acquisition	3.1	1 724	1 724
Amortissements		368	327
Net		1 259	1 299
		0	0
Immobilisations incorporelles	3.1	288	288
Amortissements et provisions		280	280
Net		8	8
		0	0
Immobilisations corporelles	3.2	15 960	15 708
Amortissements et provisions		10 895	10 060
Net		5 065	5 648
		0	0
Immobilisations financières	3.3	72	76
Provisions		0	0
Net		72	76
		0	0
Titres mis en équivalence		0	0
Total de l'Actif Immobilisé		6 403	7 031
		0	0
ACTIF CIRCULANT			
		0	0
Stocks et en-cours	3.5	8 111	9 193
Créances clients et avances versées	3.6	6 060	7 063
Autres créances	3.7	646	442
Impôts différés actifs	3.8	7	8
Compte de régularisation		323	115
Valeurs mobilières de placement	3.9	1 022	806
Disponibilités & Instruments de trésorerie	3.9	5 467	5 476
Total de l'Actif Circulant		21 635	23 103
Activités cédées actif		0	0
TOTAL DE L'ACTIF		28 039	30 133

	Notes	31/12/2024 net	31/12/2023 net
CAPITAUX PROPRES			
Capital		1 000	1 000
Primes		0	-
Réserves	3.11	18 004	16 581
Ecart de conversion		2	2
Résultat net	3.11	1 194	2 221
Provisions réglementées		0	-
Subventions d'investissement		0	-
Total des Capitaux Propres Part du Groupe		20 200	19 804
		0	-
Intérêts minoritaires		0	-
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE		20 200	19 804
		0	0
Autres Fonds Propres		0	0
Provisions	3.12	562	703
<i>Dont Ecart d'acquisition négatif</i>		468	624
<i>Dont Prov.pr risques des ME</i>		0	0
<i>Dont prov. pr impôts différés</i>	3.8	93	75
<i>Dont avantages postérieurs à l'emploi</i>		0	0
		0	0
DETTES		0	0
Emprunts obligataires		0	0
Autres emprunts et dettes financières	3.13	1 861	3 375
Concours bancaires - instru. financiers passifs		0	0
Dettes fournisseurs et avances reçues	3.14	3 990	4 293
Autres dettes	3.15	1 426	1 958
Comptes de régularisation		0	0
		0	0
Activités cédés passif		0	0
TOTAL DU PASSIF		28 039	30 133

TABEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

en K€	31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net consolidé	1 194	2 221
Incidence des sociétés en équivalence		
Dotations, pertes de valeur s/immobilisations	874	824
Dotations et Reprises des provisions	-159	-128
Plus et moins values de cession		-6
Impôts différés	35	-20
Subventions virées au résultat	-64	-16
Autres		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 880	2 875
Variation nette exploitation	1 195	352
Var° de stock	1 082	139
Var° des Créances d'exploit°	810	1 284
Var° des Dettes d'exploit°	-697	-1 071
Variation nette hors exploitation	-357	-221
Var°des créances hors exploitation	-219	-146
Var°des dettes hors exploitation	-138	-75
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	838	131
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 718	3 006
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaisst / acquisition immo incorporelles		
Décaisst / acquisition immobiliers		
Décaisst / acquisition immo corporelles	-251	-89
Encaisst / cession d'immo corp et incorp		5
Décaisst / acquisition immos financières	-1	-38
Encaisst / cession immos financières	5	32
Variation BFR sur immobilisations		
Tréso.nette /acquisitions & cessions de filiales		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investisse	-247	-90
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Réduction de capital ou assimilée		
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-750	-670
Dividendes versés aux minoritaires		
Encaissements provenant d'emprunts		
Remboursement d'emprunts	-902	-1 351
Subventions d'investissement		61
Variation du compte courant	-612	-538
Variation des besoins en fonds de roulement et autres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financen	-2 264	-2 498
VARIATION DE TRESORERIE	207	418
TRESORERIE A L'OUVERTURE	6 282	5 864
Incidences des variations de taux de change		
TRESORERIE A LA CLOTURE	6 489	6 282
VARIATION DE TRESORERIE	207	418

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en K€	Capital social	Primes d'émission	Réserves et résultat consolidées	Autres	Capitaux propres (Groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Capitaux propres clôture n-2	1 000	0	17 219	0	18 219	0	18 219
Changement de méthodes comptables						0	
Capitaux propres clôture n-2 corrigée	1 000	0	17 219	0	18 219	0	18 219
Opérations sur capital					0	0	0
Paiements fondés sur des actions						0	
Opérations sur titres auto-détenus						0	
Ecarts de conversion						0	
Dividendes			-670		-670	0	-670
Résultat net de l'exercice			2 221		2 221	0	2 221
Incidences titres en usufruit						0	
Variation de périmètre					0	0	0
Autres (subventions d'investissement nettes d'IS)			35		35	0	35
Capitaux propres clôture n-1	1 000	0	18 804	0	19 804	0	19 804
Changement de méthodes comptables						0	
Capitaux propres clôture n-1 corrigée	1 000	0	18 804	0	19 804	0	19 804
Opérations sur capital					0	0	0
Paiements fondés sur des actions						0	
Opérations sur titres auto-détenus						0	
Ecarts de conversion					0	0	0
Dividendes			-750		-750	0	-750
Résultat net de l'exercice			1 194		1 194	0	1 194
Incidences titres en usufruit						0	
Variation de périmètre					0	0	0
Autres (subventions d'investissement nettes d'IS)			-48		-48	0	-48
Capitaux propres clôture n	1 000	0	19 200	0	20 200	0	20 200

NOTES ANNEXES

0.FAITS MARQUANTS

0.1. Faits caractéristiques de l'exercice

Au 1er janvier 2016, le groupe a appliqué le Règlement de l'ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques.

Ce règlement a eu pour conséquence de reclasser les fonds commerciaux et parts de marchés en écart d'acquisition. Au 1er janvier 2016 le montant des fonds commerciaux s'élevait à 864 K€ en valeur brute et 98 K€ liées aux dépréciations pratiquées.

Il est rappelé que la société TRAPY INVEST a établi un contrat de gestion et d'assistance avec la société TRAPY PRO et la société SODITELEM. Afin d'assurer la cohérence et le développement du groupe, la société TRAPY INVEST définit seule la politique générale et l'animation du groupe TRAPY INVEST et intervient pour toute décision importante concernant son devenir.

1.REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1. Principes comptables

Les comptes du Groupe sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement CRC no 99-02 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

Outre les éléments présentés dans les faits caractéristiques, les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes.

1.2. Périmètre et méthode de consolidation

- Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

Toutes les opérations et résultats internes au groupe significatif réalisés entre les sociétés consolidées du groupe sont éliminés (Créances, dettes, ventes et achats...).

• Périmètre de consolidation

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Sociétés	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	Siège social
TRAPY INVEST	100,0%	100,0%	IG	Rue Raymond SIORAT – 19 100 Brive la gaillarde
SODITELEM	100,0%	100,0%	IG	21 Avenue Larrieu Thibaud – 31 100 Toulouse
TRAPY PRO	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
TRAPY SOLAR	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI BROVAL	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI DU GOLF	100,0%	100,0%	IG	8 rue Gabriel Peri 24 750 Trelissac
SCI ROMELI	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI du CANAL	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI APPERT LIMOUSIN	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI L'ARBALESTRIER	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LA LIBRAIRE	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LA PRADE	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI ARAGO 33	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI DUTRENQUE	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LE BUCH 33	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI BALMA 31	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI DU LUGAN 33	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LAPOUJADE 46	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle

G : Intégration globale, IP : Intégration proportionnelle, ME : mise en équivalence

Il n'existe pas d'entités ad hoc (Règlement n° 2004-03 du CRC)

Aucune entité contrôlée par la société consolidante ou par une des sociétés contrôlées directement ou indirectement n'est exclue du périmètre de consolidation.

1.3. Date de clôture des comptes

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels des sociétés consolidées au 31 décembre. Toutes les sociétés clôturent au 31 décembre.

Les états financiers des sociétés du groupe sont établis selon les règles comptables applicables dans leur pays d'origine et sont, le cas échéant, retraités afin d'être en harmonie avec les normes du groupe.

1.4. Conversion des états financiers en devises

Toutes les entités du groupe sont implantées en France

1.5. Ecarts d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Lorsque l'écart d'acquisition est positif, il représente ou comprend la fraction du prix payée en contrepartie des avantages que procure la prise de contrôle de l'entreprise.

L'écart d'acquisition positif doit être amorti sans exception, selon un plan dont la durée doit refléter, aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition. L'écart d'acquisition est amorti sur une durée qui doit refléter, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Dans le groupe, il existe quatre natures d'écarts d'acquisition

- **Ecarts d'acquisition liés au rachat des parts sociales des SCI**

Compte tenu de la durée d'utilisation limitée des écarts d'acquisition relatifs à l'acquisition des parts sociales des SCI déjà consolidées, ces derniers sont amortis sur 10 ans.

Sur l'exercice, aucun indice de perte de valeur externe et interne n'a été constaté par le groupe. Ainsi la mise en œuvre des tests de dépréciation n'a pas eu à s'appliquer pour cette catégorie d'écart d'acquisition.

- **Ecart d'acquisition lié au rachat des parts sociales de SODITELEM**

Cet écart d'acquisition n'a pas une durée d'utilisation limitée dans le temps, il n'est donc pas amorti. Sur l'exercice, aucun indice de perte de valeur externe et interne n'a été constaté par le groupe. Ainsi la mise en œuvre des tests de dépréciation n'a pas eu à s'appliquer pour cette catégorie d'écart d'acquisition.

- **Fonds commerciaux**

Les fonds commerciaux et parts de marchés ont été reclassés en écart d'acquisition selon l'application du Règlement de l'ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques.

Ces fonds commerciaux n'ont pas une durée d'utilisation limitée dans le temps. Ils ne sont pas amortis. En revanche, un test de dépréciation est réalisé annuellement.

En 2016 le fonds commercial de Toulouse a été déprécié à 100% (67 K€). Sur 2015, c'est le fonds de commerce d'Agen qui avait fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 31 K€.

- **Ecart d'acquisition lié au rachat des titres TRAPY PRO détenus par les minoritaires**

Cette opération génère un écart d'acquisition négatif de 1 563 k€ qui provient de la différence entre le montant des titres acquis 5 800 K€ et le montant des capitaux propres minoritaire 7 363 K€.

Cet écart d'acquisition négatif va être repris sur une période de 10 ans, à partir du 1/1/2018, soit sur l'exercice +156K€.

1.6. Immobilisations incorporelles et corporelles

- **Logiciels**

Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais financiers) et sont amortis en linéaire sur une durée de 1 an.

- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais financiers) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie des biens comme suit :

- Constructions 30 ans
- Agencements et aménagements des constructions de 15 à 30 ans
- Matériel et outillage industriels de 5 à 10 ans
- Installations générales, agencements, aménagements de 5 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique de 3 à 7 ans

1.7. Location-financement

Les contrats de location-financement, dont les conditions s'apparentent à un achat assorti d'un crédit, font l'objet des retraitements suivants dans les comptes consolidés :

- Enregistrement des biens concernés en immobilisations à l'actif,
- Comptabilisation en contrepartie des emprunts correspondants au passif,
- Annulation des redevances enregistrées en charges d'exploitation et comptabilisation des charges financières afférentes aux emprunts,
- Constatation des amortissements des immobilisations conformément aux méthodes du Groupe.

Les contrats de location-financements sont identifiés selon les modalités définies par la recommandation de l'ordre des Experts-comptables n°29. Cette recommandation reconnaît un contrat de « location-financement » lorsqu'un des critères suivants est identifié :

- Le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété au preneur au terme de la durée du bail.
- Le contrat prévoit le transfert de la propriété au terme de la durée du bail sur option, et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail.
- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur.
- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la juste valeur du bien loué à la date de conclusion du bail.

Aucun contrat de location financement définit selon ces critères n'a été souscrit au sein du groupe.

1.8. Immobilisations : Dépréciation

Des tests de dépréciation sur l'ensemble des actifs immobilisés et écarts d'acquisition sont réalisés dès la survenance d'un indice de perte de valeur. Au titre de cet exercice, il n'existe aucun indice de perte de valeur.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

1.9. Immobilisations Financières

Les immobilisations financières figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Excepté une participation ALGOREL valorisée au coût d'achat historique, les autres immobilisations financières sont uniquement constituées de dépôts de garantie n'ayant pas lieu d'être dépréciés. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

1.10. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

1.11. Créances - dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

1.12. Autres valeurs mobilières de placement

La gestion de la trésorerie du groupe est faite dans une optique de prudence auprès d'organismes de placement collectifs en valeurs mobilières opérant sur le marché monétaire. Le groupe n'est donc pas exposé aux risques de marché sur le capital placé. Seul le rendement obtenu des excédents de trésorerie placés est exposé au risque de taux.

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'achat ou de souscription hors frais accessoires.

Des dépréciations sont constatées le cas échéant lorsque cette valeur devient inférieure à la valeur probable de réalisation.

1.13. Provision pour risques et charges

Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si elle satisfait aux conditions de comptabilisation d'un passif, une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisées quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Les provisions pour risques et charges sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour risques et charges sont rapportées en totalité au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

1.14. Indemnité de départ à la retraite

Les indemnités de départ en retraite versées aux salariés à l'occasion de leur départ en retraite sont provisionnées dans les comptes consolidés.

En raison de l'évolution de la législation sociale, les charges sociales patronales sont incluses dans l'estimation des engagements retraite au taux compris entre 30 et 40 % selon la catégorie.

Les hypothèses de calculs retenues pour l'exercice 2024 ont été les suivantes : départ à la retraite à l'âge de 65 ans à l'initiative du salariés, taux d'actualisation de 3,38 %, hausse annuelle des salaires de 1,5%, taux de rotation des salariés constant de 1 %, table de mortalité TH/TF 00-02.

Le montant de la provision pour retraite comptabilisée correspond à la différence entre :

- les engagements du Groupe vis-à-vis de ses salariés en matière d'indemnité de départ à la retraite et d'avantages assimilés,
- la situation du fonds de retraite auprès duquel les sociétés TRAPY INVEST, TRAPY PRO et SODITELEM effectuent des versements.

Au 31 décembre 2024, la dette actuarielle globale du Groupe TRAPY INVEST est de l'ordre de 208 648 € contre 197 747 € au 31 décembre 2023. Cette estimation repose sur la valorisation des engagements de retraite de TRAPY INVEST, TRAPY PRO et SODITELEM. Les autres sociétés du groupe n'emploient pas de salariés.

Le montant de l'épargne souscrit s'élève à 252 411 € ; en l'absence de versement ou de prélèvement sur 2024, ce sont les montants de 2023 qui ont pu être repris.

1.15. Dettes financières

Les dettes financières sont constituées de l'ensemble des emprunts et avances consentis à la société.

1.16. Impôts différés

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul, corrigé de la fiscalité différée, des impôts sur les bénéfices des différentes sociétés du Groupe.

La fiscalité différée correspond à l'impôt calculé et jugé récupérable sur les décalages temporaires d'imposition, les déficits fiscaux reportables et certains retraitements de consolidation.

En application du règlement CRC n°99.02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Le calcul des impositions différées est effectué à la fin de chaque exercice sur la base du taux d'imposition en vigueur. Les impositions différées antérieures, si elles subsistent, sont corrigées du nouveau taux d'impôt ou des nouvelles règles d'imposition en vigueur ou connues à la date d'arrêté des comptes

Le taux d'impôt retenu est de 25 %.

1.17. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont retraitées ainsi : produits définitivement acquis l'année d'attribution (subvention inscrite en « réserves ») et prise en compte d'un impôt différé passif.

1.18. Résultat exceptionnel

Les éléments présentant un caractère significatif non récurrent et dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du groupe sont inscrits dans les charges et produits exceptionnels

1.19. Information relative aux parties liées

Les transactions avec les parties liées listées dans ce paragraphe présentent une importance significative et n'ont pas été conclues à des conditions normales de marché selon les critères rappelés ci-dessous.

Une transaction est significative si son omission ou son inexactitude est susceptible d'influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs se fondant sur les comptes.

Le caractère significatif doit s'apprécier en fonction du montant de la transaction et/ou de la nature de la transaction.

Les conditions peuvent être considérées comme « normales » lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par la société dans les rapports avec les tiers, de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions en usage dans les sociétés du même secteur.

Au titre de l'exercice et de l'exercice précédent, il n'existe pas de telle transaction.

1.20. Informations sectorielles

L'ensemble de l'activité du groupe est réalisé dans la filière de distribution de fournitures électrique.

1.21. Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions en circulation au jour de la clôture de l'exercice, soit 823 791 actions au 31 décembre.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

2. Informations relatives au compte de résultat

2.1. Achats et variation de stocks

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Achats matières 1ères & autres appro.	0	0
Variation stocks matières 1ères & aut. appro.	0	0
Achats de sous-traitance	0	0
Achats non stockés, Matériel et Fournitures	435	530
Achats de marchandises	27 914	33 612
Variation stocks de marchandises	926	66
TOTAL	29 276	34 207

2.2. Charges de personnel

- Ventilation des charges de personnel

Ventilation des charges de personnel (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Rémunération du personnel	3 495	3 527
Charges sociales	816	946
Participation des salariés	38	222
TOTAL	4 350	4 695

- Analyse des effectifs

Ventilation	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	12	11
Agents de maîtrise	4	5
Employés-ouvriers	102	101
Total	118	117

2.3. Autres produits et charges d'exploitation

•Autres produits d'exploitation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation	96	10
Autres produits de gestion	127	15
Cession des immobilisations		
Reprise amort. et prov. d'exploitation	1 433	1 478
Transfert de charges	14	97
Autres		
Total	1 670	1 600

•Autres charges d'exploitation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Autres services extérieurs	1 290	1 236
Autres charges externes	1 716	2 007
Autres charges d'exploitation	70	95
Total	3 076	3 338

2.4. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	834	940
Autres		
TOTAL dotations aux amortissements	834	940
Provision Risques et charges	0	3
Dépréciation stocks	1 111	956
Dépréciation créances	430	499
Autres		
TOTAL	2 375	2 398

2.5. Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Sur l'exercice et l'exercice précédent, il n'existe aucune opération faite en commun

2.6. Produits et charges financières

•Analyse des Produits et charges financières

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Total des dividendes		
Autres produits de participation	0	0
Produits des autres immobilisations financières	0	0
Revenus des autres créances et VMP	66	23
Gains de change	0	0
Aj. JV actifs de transaction	0	0
Aj. JV VMP trésorerie	0	0
Aj. JV immos placement	0	0
Produits nets sur cession de VMP	0	0
Autres produits financiers	1	1
Reprises sur prov. et amort. financiers	0	0
Escomptes obtenus	109	123
Transfert de charges financières	0	0
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	176	147
Dotations aux prov. & amort. financiers	0	0
Intérêts et charges financiers	27	41
Pertes de change	0	0
Charges nettes sur cession de VMP	0	0
Coût du passage à l'EURO	0	0
Escomptes accordés	0	0
Autres charges financières	43	76
TOTAL CHARGES FINANCIERES	71	117
RESULTAT FINANCIER	105	30

2.7. Résultat exceptionnel

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur op. de gestion	3	39
Produits exceptionnels sur ex. antérieurs	0	0
Produits de cession d'éléments d'actifs	0	37
Subventions virées au résultat	0	15
Autres produits exceptionnels	0	0
Reprises de provisions exceptionnelles	0	0
Transferts de charges exceptionnelles	0	0
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	3	91
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	0	40
Charges sur exercices antérieurs	0	0
VNC des éléments d'actifs cédés	0	31
Autres charges exceptionnelles	0	0
Dotations de provisions exceptionnelles	0	0
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	72
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3	20

2.8. Impôts sur les résultats

• Ventilation de l'Impôt sur les résultats

Ventilation de l'impôt sur les résultats (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net consolidé	1 194	2 221
Impôt exigible	407	761
Crédit d'impôt		
Impôts différés	35	-20
Autres		
Total charges d'impôts	442	742
Taux effectif	27,0%	25,0%

2.9. Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession

Au titre de cette période et des périodes précédentes, il n'existe pas d'activités arrêtées ou en cours de cession.

2.10. Résultat par action

(en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net part du groupe	1 194	2 221
Résultat par action avant dilution		
Résultat par action (en euros)	1,45	2,70
Nombre moyen d'actions	823 791	823 791
Résultat par action après dilution		
Résultat par action (en euros)	1,45	2,70
Nombre moyen d'actions	823 791	823 791

3. Informations relatives au compte de bilan

3.1. Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles

•Analyse des écarts d'acquisition

Analyse par activité (en K€)			31/12/2024	31/12/2023
Ecarts d'acquisition positifs	Brut	Amortissements	Net	Net
Acquisition Titres SCI	405	368	37	78
Acquisition Titres SODITELEM	439		439	439
Trapy Pro - Fonds commerciaux	881	98	783	783
TOTAL	1 724	465	1 259	1 299

Ces fonds commerciaux n'ont pas une durée d'utilisation limitée dans le temps. Ces fonds commerciaux ne sont pas amortis. En revanche, un test de dépréciation est réalisé annuellement. En 2016 le fonds commercial de Toulouse a été déprécié à 100%. Sur 2015, c'est le fonds de commerce d'Agen qui avait fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 31 K€.

Les variations de ce poste s'analysent ainsi :

Analyse variation (en K€)			31/12/2024	31/12/2023
Ecarts d'acquisition positifs	Brut	Amortissements	Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	1 724	425	1 299	1 340
Mouvement de périmètre				
Nouvelle acquisition		40	-40	-40
Cession				
Ecart de conversion				
A la clôture de l'exercice	1 724	466	1 259	1 299

• Analyse des immobilisations incorporelles par poste

Analyse du poste (en K€)	Valeurs Brutes	Amortissements / Dépréciations	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Concessions, brevets, licences	280	280		
Droit au bail	8		8	8
Fonds de commerce				
Autres immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles Crédit bail				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes s/ immo incorp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	288	280	8	8

• Analyse de la variation des immobilisations incorporelles

	Valeurs Brutes	Amortissements	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
A l'ouverture de l'exercice	288	280	8	8
Augmentations				
Diminutions				
Variations de périmètre				
Ecart de change				
A la clôture de l'exercice	288	280	8	8

3.2. Immobilisations corporelles

• Analyse des immobilisations corporelles par poste

Analyse du poste (en K€)	Valeurs Brutes	Amortissements	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Terrains	1 371		1 371	1 371
Constructions	10 633	7 717	2 915	3 580
Installations tech, mat et outillages ind.	571	504	68	89
Autres immobilisations corporelles	3 249	2 674	575	608
Immobilisations corporelles en cours	136		136	
Immeubles de placement				
Avances et acomptes s/ immo corp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 960	10 895	5 065	5 648

• Analyse de la variation des immobilisations corporelles

	Valeurs Brutes	Amortissements	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
A l'ouverture de l'exercice	15 708	10 060	5 648	6 499
Augmentations	251	834	-583	-852
Diminutions				0
Variations de périmètre				
Ecarts de change				
A la clôture de l'exercice	15 960	10 895	5 065	5 648

3.3. Immobilisations financières

• Analyse des immobilisations financières par poste

Analyse du poste (en K€)	Valeurs Brutes	Amortissements	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Titres de participations	19		19	25
Créances ratt. à des participations conso.				
Créances ratt. à des participations non conso.				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Actifs financiers				
Actions propres				
Autres immobilisations financières	53		53	51
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	72		72	76

• Analyse de la variation des immobilisations financières

	Valeurs Brutes	Amortissements	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
A l'ouverture de l'exercice	76		76	69
Augmentations	2		2	38
Diminutions	5		5	31
Variations de périmètre et écarts de change				0
A la clôture de l'exercice	72		72	76

3.4. Titres mis en équivalence

Le groupe ne consolide aucune entité selon la méthode de la mise en équivalence

3.5. Stocks et en-cours

Analyse du poste (en K€)	Brut	Dépréciation	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Matières premières				
En cours biens				
Produits finis				
Marchandises	9 222	1 111	8 111	9 193
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	9 222	1 111	8 111	9 193

3.6. Clients et comptes rattachés

Analyse du poste (en K€)	Brut	Dépréciation	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Avances et acomptes versés	1 520		1 520	1 696
Clients	4 986	445	4 540	5 367
CRE. CLIENTS / AV. VERSEES	6 505	445	6 060	7 063

3.7. Autres créances et comptes de régularisation

- Analyse des Autres créances et comptes de régularisation

Analyse du poste (en K€)	Brut	Dépréciation	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Créances sociales	6		6	6
Créances fiscales	438		438	377
Comptes courants débiteurs	22		22	22
Créances sur cession d'immos				
Prim. Remboursement oblig.				
Débiteurs divers	180		180	38
Instruments financiers dérivés				
Capital souscrit appelé non versé				
AUTRES CREANCES	646		646	442

- Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Moins de 12 mois	646	442
1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total Net	646	442

3.8. Impôts différés

- Analyse de l'impôt différé par catégorie et variation

Impôts différés actifs	31/12/2024	31/12/2023
A l'ouverture	8	1
Variation	-1	7
Ecart de conversion		
A la clôture de l'exercice	7	8

Impôts différés passifs	31/12/2024	31/12/2023
A l'ouverture	75	77
Variation	18	-1
Ecart de conversion		
A la clôture de l'exercice	93	75

Analyse par catégorie (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Différences liées aux règles fiscales	44	79
Retraitement des comptes sociaux	18	2
Annulation des écritures fiscales	-148	-148
Eliminations internes		
Autres Opérations de consolidation		
Ecart d'évaluation		
Déficits et crédits d'impôts		
Autres		
Total net	-86	-68
<i>Dont impôt différé actif net</i>	<i>7</i>	<i>8</i>
<i>Dont impôt différé passif net</i>	<i>93</i>	<i>75</i>

3.9. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

- Analyse de la trésorerie groupe et des équivalents de trésorerie

	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs mobilières de placement	1 022	806
Prov.dép.Valeurs mobilières de placement	0	0
VMP / Actions propres	0	0
Total valeurs mobilières de placement	1 022	806
Disponibilités	5 467	5 476
Instruments financiers Actif	0	0
Total dispo. et instru. de trésorerie	5 467	5 476
Concours bancaires courants	0	0
Instruments financiers Passif	0	0
Sous-total passif	0	0
TOTAL TRESORERIE NETTE	6 489	6 282

3.10. Actifs et Passifs détenus en vue de la vente

Au titre de cette période et des périodes précédentes, il n'existe pas d'activités arrêtées ou en cours de cession.

3.11. Capitaux propres de l'ensemble consolidé

- Analyse du capital

Le solde pour chacune des périodes est de 1 000 K€, capital composé de 823 791 titres d'une valeur nominale de 1,2139 €.

- Analyse des réserves non distribuées

Analyse des réserves non distribuées (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Réserves légales	100	98
Réserves statutaires et réglementaires		
Réserves disponibles	3 562	3 979
Réserves consolidées	14 342	12 505
Titres auto-détenus		
Report à nouveau		
Acompte sur dividendes		
Résultat de la période	1 194	2 221
Ecart conversion	2	2
Total	19 200	18 804

3.12. Provision pour risques et charges

- Analyse des provisions pour risque et charges

	31/12/2023	Mouv. de Périmètre	Augmen- tation	Reprises Utilisées	Reprises non Utilisées	Autres Variations	Ecarts de conversion	31/12/2024
Provisions pour litiges								
Prov. pour garanties données								
Prov. pour perte sur marché à terme								
Prov. pour amendes et pénalités								
Prov. pour perte de change								
Prov. autres risques	3			3				
Total Prov. pour risques	3			3				
Prov. pour pensions								
Prov. pour médaille du travail								
Prov. pour impôts								
Prov. pour renouvellement d'immo.								
Prov. pour grosses réparations								
Prov. pour retraites anticipées								
Prov. pour restructuration								
Prov. charges / congés payés								
Prov. pour autres charges								
Total Prov. pour charges								
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3			3				

- Analyse des écarts d'acquisition négatifs

Analyse par activité (en K€)			31/12/2024	31/12/2023
Ecarts d'acquisition négatifs	Brut	Amortissements	Net	Net
Acquisition Titres Trapy Pro	1 563	1 095	468	624
TOTAL	1 563	1 095	468	624

Analyse variation (en K€)			31/12/2024	31/12/20223
Ecart d'acquisition négatifs	Brut	Amortissements	Net	Net
A l'ouverture de l'exercice	624	0	624	781
Mouvement de périmètre	0	0	0	0
Nouvelle acquisition	0	0	0	0
Cession	0	0	0	0
Reprise	156	0	156	156
Ecart de conversion	0	0	0	0
A la clôture de l'exercice	468	0	468	624

3.13. Emprunts et dettes financières

- Analyse des Emprunts et dettes financières

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 378	2 281
Emprunts auprès des établissements de crédit CT		
Dettes participations des salariés		
Dettes financières diverses	483	1 094
Dettes financières Crédit-bail		
Concours bancaires courants		0
Instruments financiers Passif		
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	1 861	3 375

Le poste « Dettes financières diverses » enregistre des dettes auprès d'associés personnes physiques pour 460 K€ contre 1 071 K€ au titre de l'exercice précédent.

• Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédit	909	469		1 378
Emprunts auprès des établissements de crédit CT				
Dettes participations des salariés				
Dettes financières diverses	483			483
Dettes financières Crédit-bail				
Total ICNE				0
Concours bancaires courants				
Instruments financiers Passif				
Total au 31/12/2024	1 392	469	0	1 861
Total au 31/12/2023	1 997	1 378	0	3 375

• Analyse de la variation

Analyse des variations (en K€)	31/12/2023	Ressources	Emplois	Variation périmètre	Autres	Total
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 280		-903			1 378
Dettes financières diverses	1 094		-611			483
Dettes participations des salariés						
Dettes financières Crédit-bail						
Intérêts courus non échus	0		0			0
Concours bancaires courants						
Instruments financiers Passif						
Total au 31/12/2024	3 375	0	-1 513			1 861
Total au 31/12/2023	5 265	0	-1 890			3 375

• Analyse par risque

Analyse par risque (en K€)	Taux variable	Taux fixe	Total	Euros	Autres devises	Total
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédit		1 378	1 378	1 378		1 378
Dettes financières diverses	483		483	483		483
Dettes participations des salariés						
Dettes financières Crédit-bail						
Concours bancaires courants						
Intérêts courus non échus			0	0		0
Instruments financiers Passif						
Total au 31/12/2023	483	1 378	1 861	1 861	0	1 861
Total au 31/12/2022	1 094	2 281	5 265	5 265	0	5 265

3.14. Fournisseurs et comptes rattachés

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Fournisseurs et comptes rattachés	3 782	4 273
Avances et acomptes reçus	208	21
DET. FOURNISSEURS / AV. RECUES	3 990	4 293

3.15. Autres dettes et comptes de régularisation

• Analyse des Autres dettes et comptes de régularisation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Dettes sociales	635	823
Dettes fiscales	583	881
Fournisseurs d'immobilisations		
Comptes courants créditeurs		
Instruments dérivés passifs		
Dettes diverses	208	254
TOTAL AUTRES DETTES	1 426	1 958

• Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Moins de 12 mois	1 426	1 958
1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total Net	1 426	1 958

4. Autres Informations

4.1. Principaux engagements hors bilan et opérations non inscrites au bilan

- Engagements hors bilan donnés

Engagements hors-bilan donnés (en K€ - montants non actualisés)	31/12/2024	31/12/2023
Hypothèques conventionnelles		
Sans garantie	112	181
Prêt Garanti par l'Etat (PGE)		
Caution solidaire	182	230
Caution solidaire + Promesse	648	993
Hypothèque		
Promesse hypothèque		
Nantissement parts sociales	436	876
Instruments financiers Passif		
Garanties données sur emprunt	1 378	2 280

- Passifs et actifs éventuels

A la clôture il n'existe pas d'actifs et de passifs éventuels

4.2. Autres informations

- Frais de recherche

Le groupe n'a réalisé aucun frais de recherche et de développement sur l'exercice N et N-1.

- Rémunération des dirigeants

Les rémunérations allouées aux membres des organes de direction et d'administration de la SAS TRAPY INVEST, à raison de leurs fonctions dans les sociétés contrôlées, ne sont pas communiquées car elles conduiraient à publier une rémunération individuelle.

- Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2024, le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 32 600 €. Il concerne les missions de contrôle légal sur les comptes annuels.



H. AUDIT

COMMISSARIAT AUX COMPTES
AUDIT LEGAL ET CONTRACTUEL

CJD AUDIT

Cré@vallée Nord
371 Boulevard des Saveurs
CS 30001 Coulounieix-Chamiers
24059 PERIGUEUX Cedex

6 place André Maurois

24000 PERIGUEUX CEDEX

***RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES***
Exercice 2024

TRAPY INVEST
Exercice clos le 31 décembre 2024

Ce rapport contient 35 pages

TRAPY INVEST

Société par Actions Simplifiée au capital de 1.000.000 Euros
Siège social : Boulevard de l'Industrie, ZAE Saltgourde, 24430 MARSAC-SUR-L'ISLE
RCS PERIGUEUX 507 467 157

Aux Associés,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société TRAPY INVEST, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



B

CS

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le président.

RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance,

sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à PERIGUEUX,

Le 4 juin 2025

Les commissaires aux comptes

H. AUDIT



Catalyne BOUTY
Associée

CJD AUDIT



Daniel BELLE WANGUE
Associé

RESULTAT CONSOLIDE

	Notes	31/12/2024 net	31/12/2023 net
Produits d'exploitation		40 766	47 759
Chiffre d'affaires		39 096	46 158
Autres produits d'exploitation	2.3	1 670	1 600
Charges d'exploitation		39 353	44 962
Achats et variation de stock	2.1	29 276	34 207
Impôts, taxes et versements assimilés		276	325
Charges de personnel	2.2	4 350	4 695
Dotations aux amortissements	2.4	2 375	2 398
Autres charges d'exploitation	2.3	3 076	3 338
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 413	2 797
Produits sur opérations en commun		0	0
Charges sur opérations en commun		0	0
Produits financiers	2.6	176	147
Charges financières	2.6	71	117
RESULTAT FINANCIER	2.6	105	30
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT		1 518	2 827
RESULTAT EXCEPTIONNEL	2.7	3	20
Impôts sur les bénéfices	2.8	407	761
Impôts différés	2.8	35	-20
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		1 079	2 105
Quote-part dans les résultats des sociétés ME		0	0
Dotations aux amort. des écarts d'acquisition		-116	-116
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		1 194	2 221
Intérêts minoritaires		0	0
RESULTAT NET		1 194	2 221

BILAN CONSOLIDE

	Notes	31/12/2024 net	31/12/2023 net
ACTIF IMMOBILISE			
Ecarts d'acquisition	3.1	1 724	1 724
Amortissements		368	327
Net		1 259	1 299
		0	0
Immobilisations incorporelles	3.1	288	288
Amortissements et provisions		280	280
Net		8	8
		0	0
Immobilisations corporelles	3.2	15 960	15 708
Amortissements et provisions		10 895	10 060
Net		5 065	5 648
		0	0
Immobilisations financières	3.3	72	76
Provisions		0	0
Net		72	76
		0	0
Titres mis en équivalence		0	0
Total de l'Actif Immobilisé		6 403	7 031
		0	0
ACTIF CIRCULANT			
		0	0
Stocks et en-cours	3.5	8 111	9 193
Créances clients et avances versées	3.6	6 060	7 063
Autres créances	3.7	646	442
Impôts différés actifs	3.8	7	8
Compte de régularisation		323	115
Valeurs mobilières de placement	3.9	1 022	806
Disponibilités & Instruments de trésorerie	3.9	5 467	5 476
Total de l'Actif Circulant		21 635	23 103
Activités cédées actif		0	0
TOTAL DE L'ACTIF		28 039	30 133

Certifié par le Collège
des Commissaires aux comptes

	Notes	31/12/2024 net	31/12/2023 net
CAPITAUX PROPRES			
Capital		1 000	1 000
Primes		0	-
Réserves	3.11	18 004	16 581
Ecart de conversion		2	2
Résultat net	3.11	1 194	2 221
Provisions réglementées		0	-
Subventions d'investissement		0	-
Total des Capitaux Propres Part du Groupe		20 200	19 804
Intérêts minoritaires		0	-
		0	-
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE		20 200	19 804
		0	0
Autres Fonds Propres		0	0
Provisions	3.12	562	703
<i>Dont Ecart d'acquisition négatif</i>		468	624
<i>Dont Prov.pr risques des ME</i>		0	0
<i>Dont prov. pr impôts différés</i>	3.8	93	75
<i>Dont avantages postérieurs à l'emploi</i>		0	0
		0	0
DETTES		0	0
Emprunts obligataires		0	0
Autres emprunts et dettes financières	3.13	1 861	3 375
Concours bancaires - instru. financiers passifs		0	0
Dettes fournisseurs et avances reçues	3.14	3 990	4 293
Autres dettes	3.15	1 426	1 958
Comptes de régularisation		0	0
		0	0
Activités cédés passif		0	0
TOTAL DU PASSIF		28 039	30 133

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

en K€	31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net consolidé	1 194	2 221
Incidence des sociétés en équivalence		
Dotations, pertes de valeur s/immobilisations	874	824
Dotations et Reprises des provisions	-159	-128
Plus et moins values de cession		-6
Impôts différés	35	-20
Subventions virées au résultat	-64	-16
Autres		
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 880	2 875
Variation nette exploitation	1 195	352
Var° de stock	1 082	139
Var° des Créances d'exploit°	810	1 284
Var° des Dettes d'exploit°	-697	-1 071
Variation nette hors exploitation	-357	-221
Var°des créances hors exploitation	-219	-146
Var°des dettes hors exploitation	-138	-75
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	838	131
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 718	3 006
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaisst / acquisition immo incorporelles		
Décaisst / acquisition immobiliers		
Décaisst / acquisition immo corporelles	-251	-89
Encaisst / cession d'immo corp et incorp		5
Décaisst / acquisition immos financières	-1	-38
Encaisst / cession immos financières	5	32
Variation BFR sur immobilisations		
Tréso.nette/acquisitions & cessions de filiales		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investisse€	-247	-90
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Réduction de capital ou assimilée		
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	-750	-670
Dividendes versés aux minoritaires		
Encaissements provenant d'emprunts		
Remboursement d'emprunts	-902	-1 351
Subventions d'investissement		61
Variation du compte courant	-612	-538
Variation des besoins en fonds de roulement et autres		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financen	-2 264	-2 498
VARIATION DE TRESORERIE	207	418
TRESORERIE A L'OUVERTURE	6 282	5 864
Incidences des variations de taux de change		
TRESORERIE A LA CLOTURE	6 489	6 282
VARIATION DE TRESORERIE	207	418

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en K€	Capital social	Primes d'émission	Réserves et résultat consolidées	Autres	Capitaux propres (Groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Capitaux propres clôture n-2	1 000	0	17 219	0	18 219	0	18 219
Changement de méthodes comptables						0	
Capitaux propres clôture n-2 corrigée	1 000	0	17 219	0	18 219	0	18 219
Opérations sur capital					0	0	0
Paielements fondés sur des actions						0	
Opérations sur titres auto-détenus						0	
Ecart de conversion						0	
Dividendes			-670		-670	0	-670
Résultat net de l'exercice			2 221		2 221	0	2 221
Incidence titres en usufruit						0	
Variation de périmètre					0	0	0
Autres (subventions d'investissement nettes d'IS)			35		35	0	35
Capitaux propres clôture n-1	1 000	0	18 804	0	19 804	0	19 804
Changement de méthodes comptables						0	
Capitaux propres clôture n-1 corrigée	1 000	0	18 804	0	19 804	0	19 804
Opérations sur capital					0	0	0
Paielements fondés sur des actions						0	
Opérations sur titres auto-détenus						0	
Ecart de conversion					0	0	0
Dividendes			-750		-750	0	-750
Résultat net de l'exercice			1 194		1 194	0	1 194
Incidence titres en usufruit						0	
Variation de périmètre					0	0	0
Autres (subventions d'investissement nettes d'IS)			-48		-48	0	-48
Capitaux propres clôture n	1 000	0	19 200	0	20 200	0	20 200

NOTES ANNEXES

0.FAITS MARQUANTS

0.1. Faits caractéristiques de l'exercice

Au 1er janvier 2016, le groupe a appliqué le Règlement de l'ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques.

Ce règlement a eu pour conséquence de reclasser les fonds commerciaux et parts de marchés en écart d'acquisition. Au 1er janvier 2016 le montant des fonds commerciaux s'élevait à 864 K€ en valeur brute et 98 K€ liées aux dépréciations pratiquées.

Il est rappelé que la société TRAPY INVEST a établi un contrat de gestion et d'assistance avec la société TRAPY PRO et la société SODITELEM. Afin d'assurer la cohérence et le développement du groupe, la société TRAPY INVEST définit seule la politique générale et l'animation du groupe TRAPY INVEST et intervient pour toute décision importante concernant son devenir.

1.REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1. Principes comptables

Les comptes du Groupe sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement CRC no 99-02 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

Outre les éléments présentés dans les faits caractéristiques, les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont les suivantes.

1.2. Périmètre et méthode de consolidation

• Méthodes de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

Toutes les opérations et résultats internes au groupe significatif réalisés entre les sociétés consolidées du groupe sont éliminés (Créances, dettes, ventes et achats...).

• Périmètre de consolidation

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Sociétés	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation	Siège social
TRAPY INVEST	100,0%	100,0%	IG	Rue Raymond SIORAT – 19 100 Brive la gaillarde
SODITELEM	100,0%	100,0%	IG	21 Avenue Larrieu Thibaud – 31 100 Toulouse
TRAPY PRO	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
TRAPY SOLAR	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI BROVAL	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI DU GOLF	100,0%	100,0%	IG	8 rue Gabriel Peri 24 750 Trelissac
SCI ROMELI	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI du CANAL	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI APPERT LIMOUSIN	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI L'ARBALESTRIER	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LA LIBRAIRE	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LA PRADE	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI ARAGO 33	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI DUTRENQUE	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LE BUCH 33	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI BALMA 31	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI DU LUGAN 33	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle
SCI LAPOUJADE 46	100,0%	100,0%	IG	Boulevard de l'industrie – 24 420 Marsac sur l'isle

G : Intégration globale, IP : Intégration proportionnelle, ME : mise en équivalence

Il n'existe pas d'entités ad hoc (Règlement n° 2004-03 du CRC)

Aucune entité contrôlée par la société consolidante ou par une des sociétés contrôlées directement ou indirectement n'est exclue du périmètre de consolidation.

1.3. Date de clôture des comptes

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels des sociétés consolidées au 31 décembre. Toutes les sociétés clôturent au 31 décembre.

Les états financiers des sociétés du groupe sont établis selon les règles comptables applicables dans leur pays d'origine et sont, le cas échéant, retraités afin d'être en harmonie avec les normes du groupe.

1.4. Conversion des états financiers en devises

Toutes les entités du groupe sont implantées en France

1.5. Ecart d'acquisition

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition. Lorsque l'écart d'acquisition est positif, il représente ou comprend la fraction du prix payée en contrepartie des avantages que procure la prise de contrôle de l'entreprise.

L'écart d'acquisition positif doit être amorti sans exception, selon un plan dont la durée doit refléter, aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition. L'écart d'acquisition est amorti sur une durée qui doit refléter, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Dans le groupe, il existe quatre natures d'écarts d'acquisition

- Ecart d'acquisition liés au rachat des parts sociales des SCI

Compte tenu de la durée d'utilisation limitée des écarts d'acquisition relatifs à l'acquisition des parts sociales des SCI déjà consolidées, ces derniers sont amortis sur 10 ans.

Sur l'exercice, aucun indice de perte de valeur externe et interne n'a été constaté par le groupe. Ainsi la mise en œuvre des tests de dépréciation n'a pas eu à s'appliquer pour cette catégorie d'écart d'acquisition.

- Ecart d'acquisition lié au rachat des parts sociales de SODITELEM

Cet écart d'acquisition n'a pas une durée d'utilisation limitée dans le temps, il n'est donc pas amorti. Sur l'exercice, aucun indice de perte de valeur externe et interne n'a été constaté par le groupe. Ainsi la mise en œuvre des tests de dépréciation n'a pas eu à s'appliquer pour cette catégorie d'écart d'acquisition.

- Fonds commerciaux

Les fonds commerciaux et parts de marchés ont été reclassés en écart d'acquisition selon l'application du Règlement de l'ANC n° 2015-07 du 23 novembre 2015 modifiant l'annexe du règlement n° 99-02 du 29 avril 1999 du comité de la réglementation comptable modifié relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques.

Ces fonds commerciaux n'ont pas une durée d'utilisation limitée dans le temps. Ils ne sont pas amortis. En revanche, un test de dépréciation est réalisé annuellement.

En 2016 le fonds commercial de Toulouse a été déprécié à 100% (67 K€). Sur 2015, c'est le fonds de commerce d'Agen qui avait fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 31 K€.

- Ecart d'acquisition lié au rachat des titres TRAPY PRO détenus par les minoritaires

Cette opération génère un écart d'acquisition négatif de 1 563 k€ qui provient de la différence entre le montant des titres acquis 5 800 K€ et le montant des capitaux propres minoritaire 7 363 K€.

Cet écart d'acquisition négatif va être repris sur une période de 10 ans, à partir du 1/1/2018, soit sur l'exercice +156K€.

1.6. Immobilisations incorporelles et corporelles

- Logiciels

Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais financiers) et sont amortis en linéaire sur une durée de 1 an.

- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais financiers) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie des biens comme suit :

- Constructions 30 ans
- Agencements et aménagements des constructions de 15 à 30 ans
- Matériel et outillage industriels de 5 à 10 ans
- Installations générales, agencements, aménagements de 5 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique de 3 à 7 ans

1.7. Location-financement

Les contrats de location-financement, dont les conditions s'apparentent à un achat assorti d'un crédit, font l'objet des retraitements suivants dans les comptes consolidés :

- Enregistrement des biens concernés en immobilisations à l'actif,
- Comptabilisation en contrepartie des emprunts correspondants au passif,
- Annulation des redevances enregistrées en charges d'exploitation et comptabilisation des charges financières afférentes aux emprunts,
- Constatation des amortissements des immobilisations conformément aux méthodes du Groupe.

Les contrats de location-financements sont identifiés selon les modalités définies par la recommandation de l'ordre des Experts-comptables n°29. Cette recommandation reconnaît un contrat de « location-financement » lorsqu'un des critères suivants est identifié :

- Le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété au preneur au terme de la durée du bail.
- Le contrat prévoit le transfert de la propriété au terme de la durée du bail sur option, et les conditions d'exercice de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail.
- La durée du bail recouvre l'essentiel de la durée de vie du bien dans les conditions d'utilisation du preneur.
- La valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la juste valeur du bien loué à la date de conclusion du bail.

Aucun contrat de location financement définit selon ces critères n'a été souscrit au sein du groupe.

1.8. Immobilisations : Dépréciation

Des tests de dépréciation sur l'ensemble des actifs immobilisés et écarts d'acquisition sont réalisés dès la survenance d'un indice de perte de valeur. Au titre de cet exercice, il n'existe aucun indice de perte de valeur.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

1.9. Immobilisations Financières

Les immobilisations financières figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition ou d'apport.

Excepté une participation ALGOREL valorisée au coût d'achat historique, les autres immobilisations financières sont uniquement constituées de dépôts de garantie n'ayant pas lieu d'être dépréciés. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

1.10. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût moyen pondéré. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

1.11. Créances - dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

1.12. Autres valeurs mobilières de placement

La gestion de la trésorerie du groupe est faite dans une optique de prudence auprès d'organismes de placement collectifs en valeurs mobilières opérant sur le marché monétaire. Le groupe n'est donc pas exposé aux risques de marché sur le capital placé. Seul le rendement obtenu des excédents de trésorerie placés est exposé au risque de taux.

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'achat ou de souscription hors frais accessoires.

Des dépréciations sont constatées le cas échéant lorsque cette valeur devient inférieure à la valeur probable de réalisation.

1.13. Provision pour risques et charges

Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si elle satisfait aux conditions de comptabilisation d'un passif, une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisées quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Les provisions pour risques et charges sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour risques et charges sont rapportées en totalité au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

1.14. Indemnité de départ à la retraite

Les indemnités de départ en retraite versées aux salariés à l'occasion de leur départ en retraite sont provisionnées dans les comptes consolidés.

En raison de l'évolution de la législation sociale, les charges sociales patronales sont incluses dans l'estimation des engagements retraite au taux compris entre 30 et 40 % selon la catégorie.

Les hypothèses de calculs retenues pour l'exercice 2024 ont été les suivantes : départ à la retraite à l'âge de 65 ans à l'initiative du salariés, taux d'actualisation de 3,38 %, hausse annuelle des salaires de 1,5%, taux de rotation des salariés constant de 1 %, table de mortalité TH/TF 00-02.

Le montant de la provision pour retraite comptabilisée correspond à la différence entre :

- les engagements du Groupe vis-à-vis de ses salariés en matière d'indemnité de départ à la retraite et d'avantages assimilés,
- la situation du fonds de retraite auprès duquel les sociétés TRAPY INVEST, TRAPY PRO et SODITELEM effectuent des versements.

Au 31 décembre 2024, la dette actuarielle globale du Groupe TRAPY INVEST est de l'ordre de 208 648 € contre 197 747 € au 31 décembre 2023. Cette estimation repose sur la valorisation des engagements de retraite de TRAPY INVEST, TRAPY PRO et SODITELEM. Les autres sociétés du groupe n'emploient pas de salariés.

Le montant de l'épargne souscrit s'élève à 252 411 € ; en l'absence de versement ou de prélèvement sur 2024, ce sont les montants de 2023 qui ont pu être repris.

1.15. Dettes financières

Les dettes financières sont constituées de l'ensemble des emprunts et avances consentis à la société.

1.16. Impôts différés

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul, corrigé de la fiscalité différée, des impôts sur les bénéfices des différentes sociétés du Groupe.

La fiscalité différée correspond à l'impôt calculé et jugé récupérable sur les décalages temporaires d'imposition, les déficits fiscaux reportables et certains retraitements de consolidation.

En application du règlement CRC n°99.02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Le calcul des impositions différées est effectué à la fin de chaque exercice sur la base du taux d'imposition en vigueur. Les impositions différées antérieures, si elles subsistent, sont corrigées du nouveau taux d'impôt ou des nouvelles règles d'imposition en vigueur ou connues à la date d'arrêté des comptes

Le taux d'impôt retenu est de 25 %.

1.17. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont retraitées ainsi : produits définitivement acquis l'année d'attribution (subvention inscrite en « réserves ») et prise en compte d'un impôt différé passif.

1.18. Résultat exceptionnel

Les éléments présentant un caractère significatif non récurrent et dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du groupe sont inscrits dans les charges et produits exceptionnels

1.19. Information relative aux parties liées

Les transactions avec les parties liées listées dans ce paragraphe présentent une importance significative et n'ont pas été conclues à des conditions normales de marché selon les critères rappelés ci-dessous.

Une transaction est significative si son omission ou son inexactitude est susceptible d'influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs se fondant sur les comptes.

Le caractère significatif doit s'apprécier en fonction du montant de la transaction et/ou de la nature de la transaction.

Les conditions peuvent être considérées comme « normales » lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par la société dans les rapports avec les tiers, de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions en usage dans les sociétés du même secteur.

Au titre de l'exercice et de l'exercice précédent, il n'existe pas de telle transaction.

1.20. Informations sectorielles

L'ensemble de l'activité du groupe est réalisé dans la filière de distribution de fournitures électrique.

1.21. Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions en circulation au jour de la clôture de l'exercice, soit 823 791 actions au 31 décembre.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

2. Informations relatives au compte de résultat

2.1. Achats et variation de stocks

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Achats matières 1ères & autres appro.	0	0
Variation stocks matières 1ères & aut. appro.	0	0
Achats de sous-traitance	0	0
Achats non stockés, Matériel et Fournitures	435	530
Achats de marchandises	27 914	33 612
Variation stocks de marchandises	926	66
TOTAL	29 276	34 207

2.2. Charges de personnel

- Ventilation des charges de personnel

Ventilation des charges de personnel (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Rémunération du personnel	3 495	3 527
Charges sociales	816	946
Participation des salariés	38	222
TOTAL	4 350	4 695

- Analyse des effectifs

Ventilation	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	12	11
Agents de maîtrise	4	5
Employés-ouvriers	102	101
Total	118	117

2.6. Produits et charges financières

•Analyse des Produits et charges financières

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Total des dividendes		
Autres produits de participation	0	0
Produits des autres immobilisations financières	0	0
Revenus des autres créances et VMP	66	23
Gains de change	0	0
Aj. JV actifs de transaction	0	0
Aj. JV VMP trésorerie	0	0
Aj. JV immos placement	0	0
Produits nets sur cession de VMP	0	0
Autres produits financiers	1	1
Reprises sur prov. et amort. financiers	0	0
Escomptes obtenus	109	123
Transfert de charges financières	0	0
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	176	147
Dotation aux prov. & amort. financiers	0	0
Intérêts et charges financiers	27	41
Pertes de change	0	0
Charges nettes sur cession de VMP	0	0
Coût du passage à l'EURO	0	0
Escomptes accordés	0	0
Autres charges financières	43	76
TOTAL CHARGES FINANCIERES	71	117
RESULTAT FINANCIER	105	30

2.7. Résultat exceptionnel

Analyse du poste (en K€)		
	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels sur op. de gestion	3	39
Produits exceptionnels sur ex. antérieurs	0	0
Produits de cession d'éléments d'actifs	0	37
Subventions virées au résultat	0	15
Autres produits exceptionnels	0	0
Reprises de provisions exceptionnelles	0	0
Transferts de charges exceptionnelles	0	0
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS	3	91
Charges exceptionnelles sur op. de gestion	0	40
Charges sur exercices antérieurs	0	0
VNC des éléments d'actifs cédés	0	31
Autres charges exceptionnelles	0	0
Dotations de provisions exceptionnelles	0	0
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	72
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3	20

2.8. Impôts sur les résultats

• Ventilation de l'impôt sur les résultats

Ventilation de l'impôt sur les résultats (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net consolidé	1 194	2 221
Impôt exigible	407	761
Crédit d'impôt		
Impôts différés	35	-20
Autres		
Total charges d'impôts	442	742
Taux effectif	27,0%	25,0%

2.3. Autres produits et charges d'exploitation

•Autres produits d'exploitation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation	96	10
Autres produits de gestion	127	15
Cession des immobilisations		
Reprise amort. et prov. d'exploitation	1 433	1 478
Transfert de charges	14	97
Autres		
Total	1 670	1 600

•Autres charges d'exploitation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Autres services extérieurs	1 290	1 236
Autres charges externes	1 716	2 007
Autres charges d'exploitation	70	95
Total	3 076	3 338

2.4. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	834	940
Autres		
TOTAL dotations aux amortissements	834	940
Provision Risques et charges	0	3
Dépréciation stocks	1 111	956
Dépréciation créances	430	499
Autres		
TOTAL	2 375	2 398

2.5. Quote-part de résultat sur opérations faites en commun

Sur l'exercice et l'exercice précédent, il n'existe aucune opération faite en commun

2.9. Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession

Au titre de cette période et des périodes précédentes, il n'existe pas d'activités arrêtées ou en cours de cession.

2.10. Résultat par action

(en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net part du groupe	1 194	2 221
Résultat par action avant dilution		
Résultat par action (en euros)	1,45	2,70
Nombre moyen d'actions	823 791	823 791
Résultat par action après dilution		
Résultat par action (en euros)	1,45	2,70
Nombre moyen d'actions	823 791	823 791

3. Informations relatives au compte de bilan

3.1. Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles

• Analyse des écarts d'acquisition

Analyse par activité (en K€)			31/12/2024	31/12/2023
Ecart d'acquisition positifs		Brut	Amortissements	Net
				Net
Acquisition Titres SCI		405	368	37
Acquisition Titres SODITELEM		439		439
Trapy Pro - Fonds commerciaux		881	98	783
TOTAL		1 724	465	1 259

Ces fonds commerciaux n'ont pas une durée d'utilisation limitée dans le temps. Ces fonds commerciaux ne sont pas amortis. En revanche, un test de dépréciation est réalisé annuellement. En 2016 le fonds commercial de Toulouse a été déprécié à 100%. Sur 2015, c'est le fonds de commerce d'Agen qui avait fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 31 K€.

Les variations de ce poste s'analysent ainsi :

Analyse variation (en K€)			31/12/2024	31/12/2023
Ecart d'acquisition positifs		Brut	Amortissements	Net
				Net
A l'ouverture de l'exercice		1 724	425	1 299
Mouvement de périmètre				
Nouvelle acquisition			40	-40
Cession				
Ecart de conversion				
A la clôture de l'exercice		1 724	466	1 259

• Analyse des immobilisations incorporelles par poste

Analyse du poste (en K€)	Valeurs Brutes	Amortissements / Dépréciations	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Concessions, brevets, licences	280	280		
Droit au bail	8		8	8
Fonds de commerce				
Autres immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles Crédit bail				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes s/ immo incorp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	288	280	8	8

• Analyse de la variation des immobilisations incorporelles

	Valeurs Brutes	Amortissements	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
A l'ouverture de l'exercice	288	280	8	8
Augmentations				
Diminutions				
Variations de périmètre				
Ecart de change				
A la clôture de l'exercice	288	280	8	8

3.2.Immobilisations corporelles

• Analyse des immobilisations corporelles par poste

Analyse du poste (en K€)	Valeurs Brutes	Amortissements	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Terrains	1 371		1 371	1 371
Constructions	10 633	7 717	2 915	3 580
Installations tech, mat et outillages ind.	571	504	68	89
Autres immobilisations corporelles	3 249	2 674	575	608
Immobilisations corporelles en cours	136		136	
Immeubles de placement				
Avances et acomptes s/ immo corp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 960	10 895	5 065	5 648

• Analyse de la variation des immobilisations corporelles

	Valeurs Brutes	Amortissements	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
A l'ouverture de l'exercice	15 708	10 060	5 648	6 499
Augmentations	251	834	-583	-852
Diminutions				0
Variations de périmètre				
Ecart de change				
A la clôture de l'exercice	15 960	10 895	5 065	5 648

3.3. Immobilisations financières

• Analyse des immobilisations financières par poste

Analyse du poste (en K€)	Valeurs Brutes	Amortissements	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Titres de participations	19		19	25
Créances ratt. à des participations conso.				
Créances ratt. à des participations non conso.				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Actifs financiers				
Actions propres				
Autres immobilisations financières	53		53	51
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	72		72	76

• Analyse de la variation des immobilisations financières

	Valeurs Brutes	Amortissements	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
A l'ouverture de l'exercice	76		76	69
Augmentations	2		2	38
Diminutions	5		5	31
Variations de périmètre et écarts de change				0
A la clôture de l'exercice	72		72	76

3.4. Titres mis en équivalence

Le groupe ne consolide aucune entité selon la méthode de la mise en équivalence

3.5. Stocks et en-cours

Analyse du poste (en K€)	Brut	Dépréciation	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Matières premières				
En cours biens				
Produits finis				
Marchandises	9 222	1 111	8 111	9 193
TOTAL STOCKS ET EN-COURS	9 222	1 111	8 111	9 193

3.6. Clients et comptes rattachés

Analyse du poste (en K€)	Brut	Dépréciation	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Avances et acomptes versés	1 520	-	1 520	1 696
Clients	4 986	445	4 540	5 367
CRE. CLIENTS / AV. VERSEES	6 505	445	6 060	7 063

3.7. Autres créances et comptes de régularisation

- Analyse des Autres créances et comptes de régularisation

Analyse du poste (en K€)	Brut	Dépréciation	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Créances sociales	6		6	6
Créances fiscales	438		438	377
Comptes courants débiteurs	22		22	22
Créances sur cession d'immos				
Prim. Remboursement oblig.				
Débiteurs divers	180		180	38
Instruments financiers dérivés				
Capital souscrit appelé non versé				
AUTRES CREANCES	646		646	442

- Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Moins de 12 mois	646	442
1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total Net	646	442

3.8. Impôts différés

- Analyse de l'impôt différé par catégorie et variation

Impôts différés actifs	31/12/2024	31/12/2023
A l'ouverture	8	1
Variation	-1	7
Ecart de conversion		
A la clôture de l'exercice	7	8

Impôts différés passifs	31/12/2024	31/12/2023
A l'ouverture	75	77
Variation	18	-1
Ecart de conversion		
A la clôture de l'exercice	93	75

Analyse par catégorie (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Différences liées aux règles fiscales	44	79
Retraitement des comptes sociaux	18	2
Annulation des écritures fiscales	-148	-148
Eliminations internes		
Autres Opérations de consolidation		
Ecart d'évaluation		
Déficits et crédits d'impôts		
Autres		
Total net	-86	-68
<i>Dont impôt différé actif net</i>	<i>7</i>	<i>8</i>
<i>Dont impôt différé passif net</i>	<i>93</i>	<i>75</i>

3.9. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

- Analyse de la trésorerie groupe et des équivalents de trésorerie

	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs mobilières de placement	1 022	806
Prov.dép.Valeurs mobilières de placement	0	0
VMP / Actions propres	0	0
Total valeurs mobilières de placement	1 022	806
Disponibilités	5 467	5 476
Instruments financiers Actif	0	0
Total dispo. et instru. de trésorerie	5 467	5 476
Concours bancaires courants	0	0
Instruments financiers Passif	0	0
Sous-total passif	0	0
TOTAL TRESORERIE NETTE	6 489	6 282

3.10. Actifs et Passifs détenus en vue de la vente

Au titre de cette période et des périodes précédentes, il n'existe pas d'activités arrêtées ou en cours de cession.

3.11. Capitaux propres de l'ensemble consolidé

- Analyse du capital

Le solde pour chacune des périodes est de 1 000 K€, capital composé de 823 791 titres d'une valeur nominale de 1,2139 €.

- Analyse des réserves non distribuées

Analyse des réserves non distribuées (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Réserves légales	100	98
Réserves statutaires et réglementaires		
Réserves disponibles	3 562	3 979
Réserves consolidées	14 342	12 505
Titres auto-détenus		
Report à nouveau		
Acompte sur dividendes		
Résultat de la période	1 194	2 221
Ecart conversion	2	2
Total	19 200	18 804

3.12. Provision pour risques et charges

- Analyse des provisions pour risque et charges

	31/12/2023	Mouv. de Périmètre	Augmen- tation	Reprises Utilisées	Reprises non Utilisées	Autres Variations	Ecart de conversion	31/12/2024
Provisions pour litiges								
Prov. pour garanties données								
Prov. pour perte sur marché à terme								
Prov. pour amendes et pénalités								
Prov. pour perte de change								
Prov. autres risques	3			3				
Total Prov. pour risques	3			3				
Prov. pour pensions								
Prov. pour médaille du travail								
Prov. pour impôts								
Prov. pour renouvellement d'immo.								
Prov. pour grosses réparations								
Prov. pour retraites anticipées								
Prov. pour restructuration								
Prov. charges / congés payés								
Prov. pour autres charges								
Total Prov. pour charges								
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3			3				

- Analyse des écarts d'acquisition négatifs

Analyse par activité (en K€)			31/12/2024	31/12/2023
Ecarts d'acquisition négatifs	Brut	Amortissements	Net	Net
Acquisition Titres Trapy Pro	1 563	1 095	468	624
TOTAL	1 563	1 095	468	624

Analyse variation (en K€)		31/12/2024		31/12/2023
Ecart d'acquisition négatifs		Brut	Amortissements	Net
				Net
A l'ouverture de l'exercice		624	0	624
Mouvement de périmètre		0	0	0
Nouvelle acquisition		0	0	0
Cession		0	0	0
Reprise		156	0	156
Ecart de conversion		0	0	0
A la clôture de l'exercice		468	0	468

3.13. Emprunts et dettes financières

- Analyse des Emprunts et dettes financières

Analyse du poste (en K€)		31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts auprès des établissements de crédit		1 378	2 281
Emprunts auprès des établissements de crédit CT			
Dettes participations des salariés			
Dettes financières diverses		483	1 094
Dettes financières Crédit-bail			
Concours bancaires courants			0
Instruments financiers Passif			
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		1 861	3 375

Le poste « Dettes financières diverses » enregistre des dettes auprès d'associés personnes physiques pour 460 K€ contre 1 071 K€ au titre de l'exercice précédent.

• Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts auprès des établissements de crédit	909	469		1 378
Emprunts auprès des établissements de crédit CT				
Dettes participations des salariés				
Dettes financières diverses	483			483
Dettes financières Crédit-bail				
Total ICNE				0
Concours bancaires courants				
Instruments financiers Passif				
Total au 31/12/2024	1 392	469	0	1 861
Total au 31/12/2023	1 997	1 378	0	3 375

• Analyse de la variation

Analyse des variations (en K€)	31/12/2023	Ressources	Emplois	Variation périmètre	Autres	Total
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 280		-903			1 378
Dettes financières diverses	1 094		-611			483
Dettes participations des salariés						
Dettes financières Crédit-bail						
Intérêts courus non échus	0		0			0
Concours bancaires courants						
Instruments financiers Passif						
Total au 31/12/2024	3 375	0	-1 513			1 861
Total au 31/12/2023	5 265	0	-1 890			3 375

• Analyse par risque

Analyse par risque (en K€)	Taux variable	Taux fixe	Total	Euros	Autres devises	Total
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts auprès des établissements de crédit		1 378	1 378	1 378		1 378
Dettes financières diverses	483		483	483		483
Dettes participations des salariés						
Dettes financières Crédit-bail						
Concours bancaires courants						
Intérêts courus non échus			0	0		0
Instruments financiers Passif						
Total au 31/12/2023	483	1 378	1 861	1 861	0	1 861
Total au 31/12/2022	1 094	2 281	5 265	5 265	0	5 265

3.14. Fournisseurs et comptes rattachés

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Fournisseurs et comptes rattachés	3 782	4 273
Avances et acomptes reçus	208	21
DET. FOURNISSEURS / AV. RECUES	3 990	4 293

3.15. Autres dettes et comptes de régularisation

- Analyse des Autres dettes et comptes de régularisation

Analyse du poste (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
	Net	Net
Dettes sociales	635	823
Dettes fiscales	583	881
Fournisseurs d'immobilisations		
Comptes courants créditeurs		
Instruments dérivés passifs		
Dettes diverses	208	254
TOTAL AUTRES DETTES	1 426	1 958

- Analyse par échéance

Analyse par échéance (en K€)	31/12/2024	31/12/2023
Moins de 12 mois	1 426	1 958
1 à 5 ans		
Plus de 5 ans		
Total Net	1 426	1 958

4. Autres Informations

4.1. Principaux engagements hors bilan et opérations non inscrites au bilan

• Engagements hors bilan donnés

Engagements hors-bilan donnés (en K€ - montants non actualisés)	31/12/2024	31/12/2023
Hypothèques conventionnelles		
Sans garantie	112	181
Prêt Garanti par l'Etat (PGE)		
Cautions solidaire	182	230
Cautions solidaire + Promesse	648	993
Hypothèque		
Promesse hypothèque		
Nantissement parts sociales	436	876
Instruments financiers Passif		
Garanties données sur emprunt	1 378	2 280

• Passifs et actifs éventuels

A la clôture il n'existe pas d'actifs et de passifs éventuels

4.2. Autres informations

• Frais de recherche

Le groupe n'a réalisé aucun frais de recherche et de développement sur l'exercice N et N-1.

• Rémunération des dirigeants

Les rémunérations allouées aux membres des organes de direction et d'administration de la SAS TRAPY INVEST, à raison de leurs fonctions dans les sociétés contrôlées, ne sont pas communiquées car elles conduiraient à publier une rémunération individuelle.

• Honoraires des commissaires aux comptes

Au titre de l'exercice 2024, le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat s'élève à 32 600 €. Il concerne les missions de contrôle légal sur les comptes annuels.